

Le gouvernement birman à l'écoute de son peuple

Partage international n° 280 - Décembre 2011

Un certain nombre de changements semblent se produire en Birmanie, pays gouverné par une junte militaire depuis des décennies. Au début 2011, la junte a remis le pouvoir à un gouvernement civil. Bien que ce gouvernement soit toujours dominé par les militaires, il semble que l'on se dirige vers une nouvelle voie. Lors de son discours inaugural au parlement, le nouveau président, U Thein Sein, a fait état du combat contre la pauvreté, de la lutte contre la corruption, de la fin des nombreux conflits armés dans le pays et de la nécessité d'une réconciliation politique.

En juin 2011, certaines de ces promesses étaient devenues réalité, alors que les pensions de près d'un million de gens, pauvres pour la plupart, étaient augmentées à un niveau acceptable, les impôts réduits et les cartels commerciaux démantelés. Un ou deux mois plus tard, de nouvelles lois étaient adoptées, rendant le micro-financement accessible aux agriculteurs pauvres, autorisant l'existence de syndicats indépendants et levant les restrictions d'accès à Internet.

La lauréate du prix Nobel et opposante Aung San Suu Kyi a pu rencontrer le nouveau président en août 2011, et a signalé avoir constaté « *un début de changement* ».

Un exemple des changements progressifs en cours est la décision du gouvernement de suspendre la construction d'une centrale hydroélectrique dans le nord du pays. Pour construire le barrage Myitsone, 63 villages auraient dû être démolis et environ 12 000 personnes évacuées. Les organisations

environnementales avaient prédit une catastrophe écologique dans la région, riche en espèces végétales et animales. Fin septembre, le président U Thein Sein a annoncé que la construction du barrage était « *contraire à la volonté du peuple* », ajoutant qu'elle ne se poursuivrait pas durant son mandat (jusqu'en 2015). Il s'agit d'une décision courageuse, puisque l'usine hydroélectrique devait exporter 90 % de l'électricité produite à la Chine voisine.

Les organismes environnementaux de défense des droits humains ont applaudi la décision. « *Pour la première fois en cinquante ans, le gouvernement a respecté la volonté du peuple* », a déclaré Than Aung Tut, auteur éminent et leader de la campagne.

En octobre, le gouvernement a annoncé la libération de 6 300 prisonniers. A ce jour, plus de 300 prisonniers ont déjà été libérés, dont 120 prisonniers politiques. Depuis 2007, on compte environ 2 000 prisonniers politiques en Birmanie. Environ la moitié d'entre eux sont détenus en raison de leur participation à la révolution pacifique Safran de 2007. Amnesty International a salué la libération de ces 120 prisonniers politiques comme un premier pas porteur d'espoir. Un certain nombre de pays européens envisagent un assouplissement ou une levée des sanctions envers la Birmanie.

Birmanie

Sources : De Volkskrant, Pays-Bas

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : [Tendances](#) (Dans le monde actuel s'affirme une tendance de plus en plus prononcée à la synthèse, au partage, à la coopération, à de nouvelles approches et avancées technologiques pour la sauvegarde de la planète et le bien-être de l'humanité. Cette rubrique présente des événements et courants de pensée révélateurs d'une telle évolution.)